



NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

Note d'information No. 6 | Juin 2016

Porter attention aux détails :

comment la suppression des données et
l'agrégation au niveau provincial déforment les
réalités du nord de l'Ontario

Qui nous sommes

Certains des acteurs clés dans ce modèle et leurs rôles se trouvent ci-dessous :

Conseil d'administration : Le conseil d'administration détermine l'orientation stratégique de l'Institut des politiques du Nord. Les administrateurs font partie de comités opérationnels s'occupant de finance, de collecte de fonds et de gouvernance; collectivement, le conseil demande au chef de la direction de rendre des comptes au regard des objectifs de nos objectifs du plan stratégique. La responsabilité principale du conseil est de protéger et de promouvoir les intérêts, la réputation et l'envergure de l'Institut des politiques du Nord.

Président et Chef de la direction : recommande des orientations stratégiques, élabore des plans et processus, assure et répartit les ressources aux fins déterminées.

Conseil consultatif : groupe de personnes engagées et qui s'intéressent à aider l'institut des politiques du Nord mais non à le diriger. Chefs de files dans leurs domaines, ils guident l'orientation stratégique et y apportent une contribution; ils font de même en communication ainsi que pour les chercheurs ou personnes-ressources de la collectivité élargie. Ils sont pour de l'institut des politiques du Nord une « source de plus mûre réflexion » sur l'orientation et les tactiques organisationnelles globales.

Conseil consultatif pour la recherche : groupe de chercheurs universitaires qui guide et apporte une contribution en matière d'orientations potentielles de la recherche, de rédacteurs possibles, d'ébauches d'études et de commentaires. C'est le « lien officiel » avec le monde universitaire.

Évaluateurs-homologues : personnes qui veillent à ce que les articles spécifiques soient factuels, pertinents et publiables.

Rédacteurs et chercheurs associés : personnes qui offrent, au besoin, une expertise indépendante dans des domaines spécifiques de la politique.

Tables rondes et outils permanents de consultation – (grand public, intervenants gouvernementaux et communautaires) : moyens qui assurent que l'Institut des politiques du Nord demeure sensible à la collectivité, puis reflète les priorités de CELLE-CI et ses préoccupations lors de la sélection des projets.

Président & CEO

Charles Cirtwill

Conseil d'administration

Martin Bayer (Chair)
Ron Arnold
Pierre Bélanger
Thérèse Bergeron-Hopson
(Vice-président du conseil)
Terry Bursey
Dr. Harley d'Entremont
Alex Freedman

Jean Paul Gladu
Dr. George C. Macey (Vice-
Chair & Secretary)
Hal J. McGonigal
Dawn Madahbee
Gerry Munt
Doug Murray (Treasurer)
Dr. Brian Tucker

Conseil consultatif

Dr. Gayle Broad
Barbara Courte Elinesky
Brian Davey
Tony Dean
Don Drummond
Tannis Drysdale (Chair)
John Fior
Ronald Garbutt

Peter Goring
Frank Kallonen
Duke Peltier
Kathryn Poling
Peter Politis
Tina Sartoretto
Keith Saulnier

Conseil consultatif pour la recherche

Dr. John Allison
Dr. Hugo Asselin
Dr. Randy Battocchio (Chair)
Dr. Stephen Blank
George Burton
Dr. Robert Campbell
Dr. Iain Davidson-Hunt

Jonathan Dewar
Dr. Livio Di Matteo
Dr. Morley Gunderson
Dr. Anne-Marie Mawhiney
Leata Ann Rigg
S. Brenda Small
J.D. Snyder
Dr. Lindsay Tedds

Ce rapport a été possible grâce à l'appui de nos partenaires : l'Université Lakehead, l'Université Laurentienne et la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario. L'Institut des politiques du Nord exprime sa grande appréciation pour leur généreux soutien, mais insiste sur ce qui suit : Les points de vue de ces commentaires sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Institut, de son conseil d'administration ou de ceux qui le soutiennent. Des citations de ce texte, avec indication adéquate de la source, sont autorisées.

Les calculs de l'auteur sont basés sur les données disponibles au temps de publication et sont sujets aux changements.

Traduction par Gilles Dignard.

© 2015 Institut des politiques du Nord
Publication de l'Institut des politiques du Nord
874, rue Tungsten
Thunder Bay (Ontario) P7B 6T6

Contents

Qui nous sommes _____	2
À propos de l'auteur _____	3
Introduction _____	4
Information générale _____	4
Limites des données de l' l'Enquête nationale auprès des ménages _____	4
Comblar les lacunes des données du Nord ontarien _____	9
Références _____	11
À propos de l'Institut des politiques du Nord _____	12
Recherche connexe _____	12

À propos de l'auteur **James Cuddy**



James Cuddy est l'Économiste interne de l'Institut des politiques du Nord. Il possède plus de cinq années d'expérience de recherche sur des questions économiques diverses, et en particulier, sur des sujets liés au marché du travail, aux analyses socioéconomiques et aux dynamiques économiques régionales et urbaines. En tant que chef compétent possédant de solides antécédents en communication, il aide à développer et réaliser les priorités de recherche de l'Institut et participe au processus de contrôle de qualité.

James est diplômé de l'Université de Carlton avec un B.A. en Économie (2013) et de l'Université d'Ottawa avec un M.A. en Économie (2015).

Introduction

Il y a cinq ans que Statistique Canada a remplacé le questionnaire détaillé obligatoire du recensement par l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM), qui est volontaire. Cette décision a engendré une enquête qui ne permet pas de produire suffisamment de données socioéconomiques de haute qualité dont beaucoup dépendent, en particulier pour faire des analyses au niveau local. Sans cela, les chercheurs, analystes, planificateurs ou responsables des politiques n'ont pas les données fondamentales qui sont nécessaires pour prendre des décisions éclairées. En l'absence de recensement, l'on peut dire que le Nord ontarien a été tenu dans l'ignorance. Privés de cette précieuse information, certains chercheurs se sont demandé si les données envoyées étaient même assez fiables pour servir dans des études officielles (CBC News, 2015). Pour aller au fond de la question et pour présenter des suggestions remédiant à la sécheresse de données, nous avons dans cette note d'information deux objectifs. D'abord évaluer comment l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011 a créé un manque de données dans le Nord ontarien, et pourquoi revenir au questionnaire détaillé obligatoire du recensement est si important. Ensuite, cette note d'information signale un autre manque également important de données, à savoir, un ensemble de comptes économiques régionaux pour le Nord ontarien, mais il reste beaucoup à faire avant que cela devienne une réalité.

Information générale

À part l'insuffisance de données découlant de l'ENM, celle-ci a également produit des estimations problématiques pour les comparaisons avec d'autres recensement (Statistique Canada 2011) et réduit la qualité d'autres données importantes de l'enquête que Statistique Canada publie régulièrement (Association canadienne d'économie, 2015). De plus, l'ENM a été plus coûteuse à réaliser pour Statistique Canada (Grant 2015). Les effets d'entraînement des limites de l'ENM sont largement répandus, et ces lacunes étaient des points à discuter récurrents avant la dernière élection fédérale, en octobre 2015.

Tous ces problèmes découlent du fait que les taux de non-réponse ont été beaucoup plus haut parce que la participation à l'enquête l'ENM était volontaire, d'où les niveaux supérieurs de données que Statistique Canada devrait supprimer.¹ Les non-réponses n'étaient pas que plus nombreuses, elles étaient systématiquement supérieures pour certains sous-ensembles démographiques de la population, notamment les ménages dont le revenu était bas et élevé (Association canadienne d'économie, 2015),

puis les personnes ayant des croyances religieuses et un patrimoine culturel particuliers (Woolley 2013). Cela a faussé les données, créant beaucoup des problèmes mentionnés plus haut et d'autres.²

Dans le cas du Nord ontarien, beaucoup des non-réponses faussées étaient aussi systématiquement plus nombreuses pour certains sous-ensembles géographiques de la population; il y donc eu des niveaux supérieurs de suppressions dans la région.

Limites des données de l'Enquête nationale auprès des ménages

Récemment, Tomasz Mrozewski, de l'Université Laurentienne, parlait de ces zones supprimées dans la province, montrant que 145 sont supprimées et 84 partiellement supprimées, sur un total de 584 subdivisions de recensement (SDR) en Ontario (CBC News, 2016). Ces SDR couvrent une masse territoriale de l'Ontario et sont définies comme une municipalité ou l'équivalent d'une municipalité (c.-à-d. réserve/ colonie autochtone ou zone non constituée en personne morale), autrement dit, des « collectivités ».

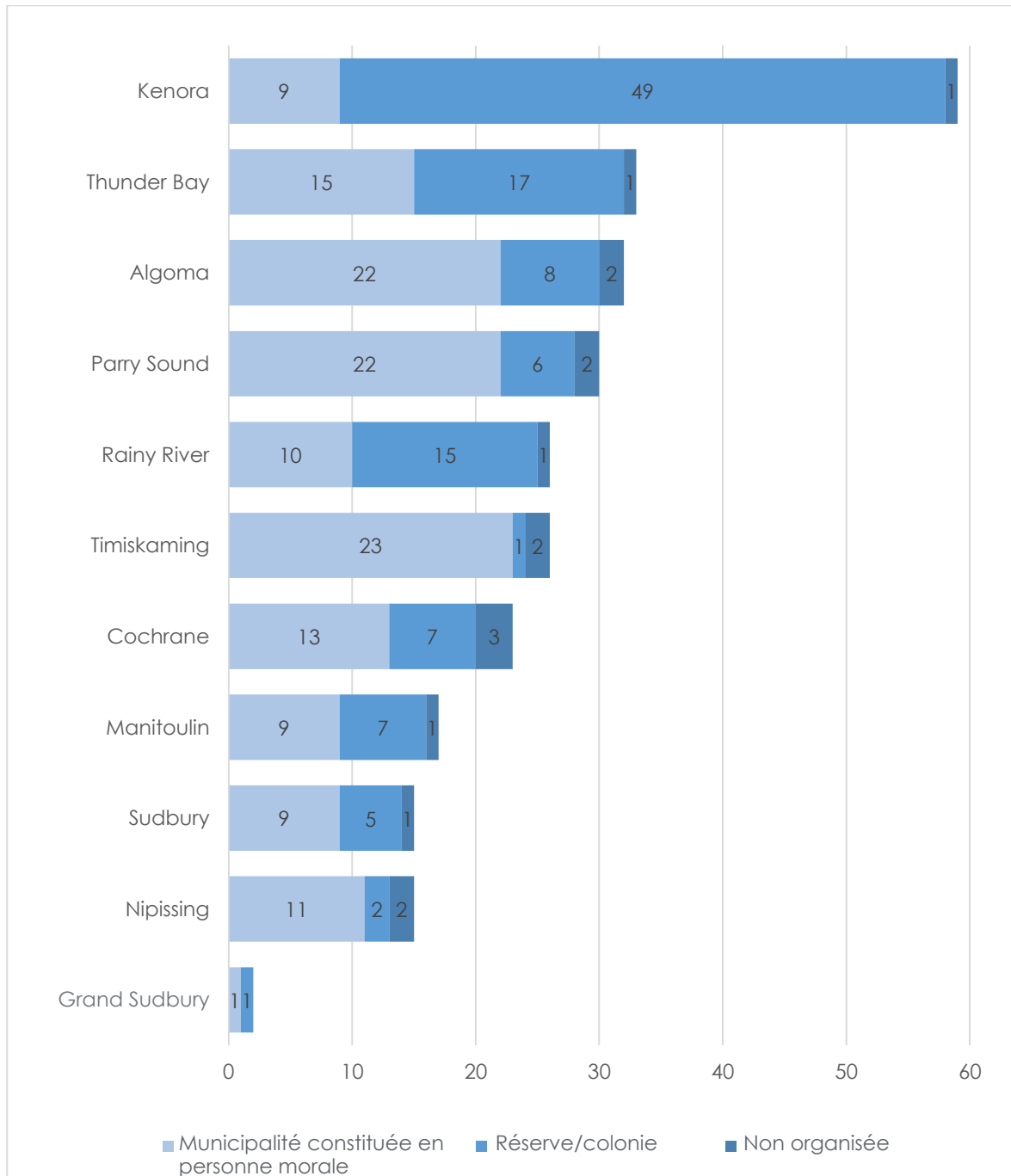
Dans le cas du Nord ontarien, il y a 278 SDR; de ce nombre, 144 sont des « municipalités constituées en personnes morales »; 118, sont des « réserves/colonies autochtones »; 16, des « zones non organisées ». À des fins de référence, la Figure 1 répartit ces SDR en fonction des 11 districts du Nord ontarien. Le district de Kenora a le plus grand nombre de SDR, étant donné le grand nombre de réserves/colonies autochtones dans ce secteur particulier.



¹ Lorsque 50 % de la population d'un sous-ensemble spécifique ne répond pas lors de l'ENM, Statistique Canada supprime l'information de ce sous-ensemble.

² Pour de l'information plus approfondie, voir l'Association canadienne d'économie (2015).

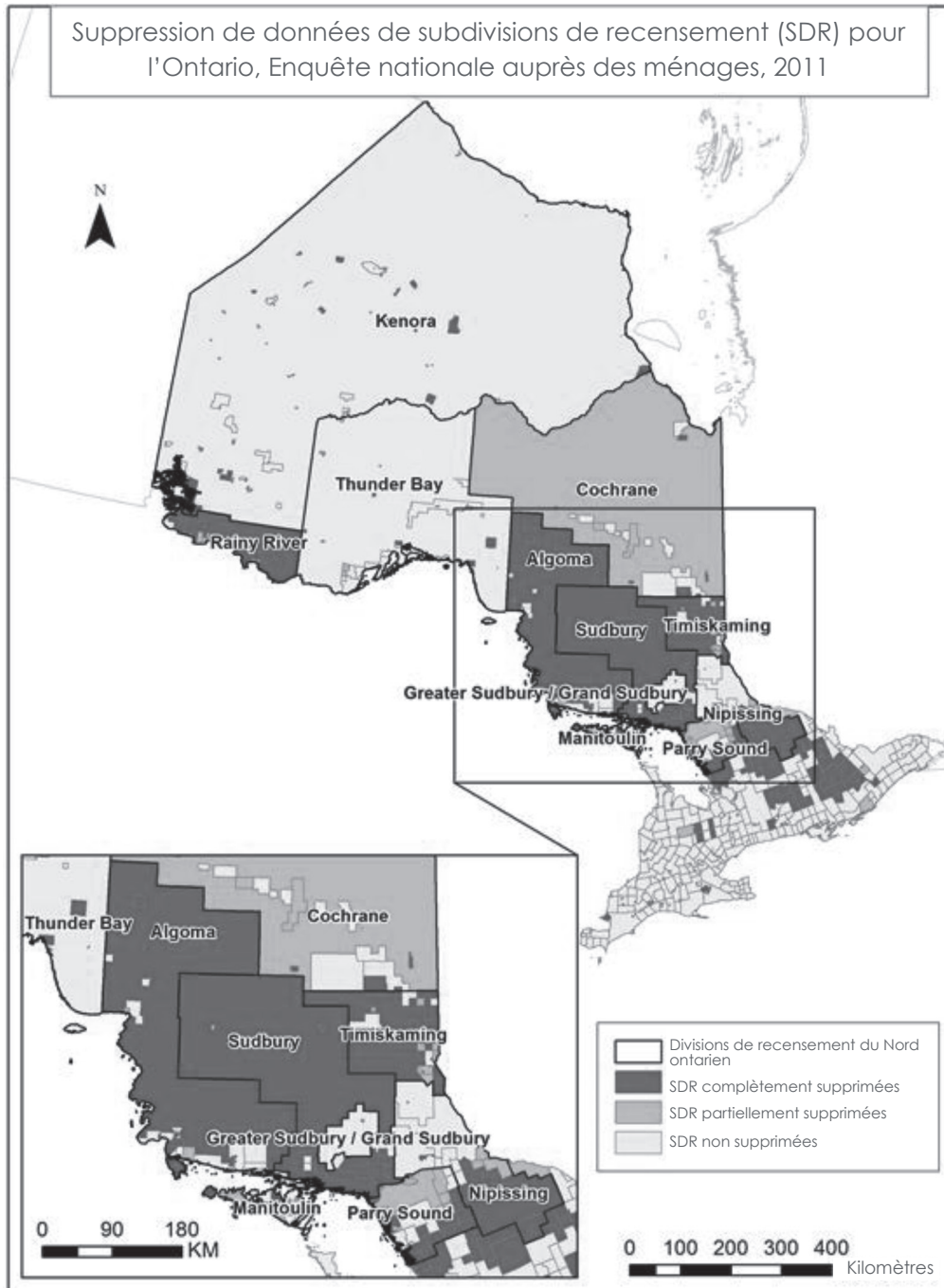
Figure 1. Subdivisions de recensement dans le Nord ontarien, par type et district



Source : Calculs de l'auteur, fondés sur l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, de Statistique Canada.

Des 278 SDR du Nord de l'Ontario, 107 ont été supprimées dans l'ENM de 2011 (Ceate 1). En d'autres mots, 38 % des collectivités du Nord ontarien n'ont pas eu de données lors de l'ENM. Par comparaison, cela n'est vrai que pour 13 % des collectivités du Sud ontarien. Il y a une autre façon de voir les choses : parmi les 145 SDR supprimées en Ontario, 74 % d'entre elles se trouvent dans le Nord ontarien; les 26 %, qui restent sont dans le Sud. L'ENM a rendu un mauvais service à tous, mais, lors des comparaisons avec le reste de la province, le Nord ontarien était exposé de façon disproportionnée aux effets négatifs.

Carte 1. Suppressions de données de subdivisions de recensement pour l'Ontario, lors de l'Enquête nationale



Source : Courtoisie de Tomasz Mrozewski, de la Bibliothèque JND, de l'Université Laurentienne, 2016.

Dans le Nord ontarien, la suppression des données de l'ENM se constate dans les collectivités de tous les types. Le Tableau 1 révèle que dans le Nord de l'Ontario, 63 % des zones non organisées sont supprimées (10 SDR); ensuite, 40 % des réserves/colonies autochtones (47 SDR) le sont; enfin, ce sont 35 % des municipalités non constituées en personne morale (50 SDR) qui sont supprimées. En outre, il était deux fois plus probable que des municipalités du Nord ontarien soient supprimées, par rapport à celles du Sud ontarien, tandis qu'il était cinq fois plus probable que des collectivités autochtones du Nord soient supprimées, par rapport à celles du Sud.

Tableau 1. Tableau récapitulatif des subdivisions de recensement qui ont été supprimées en Ontario

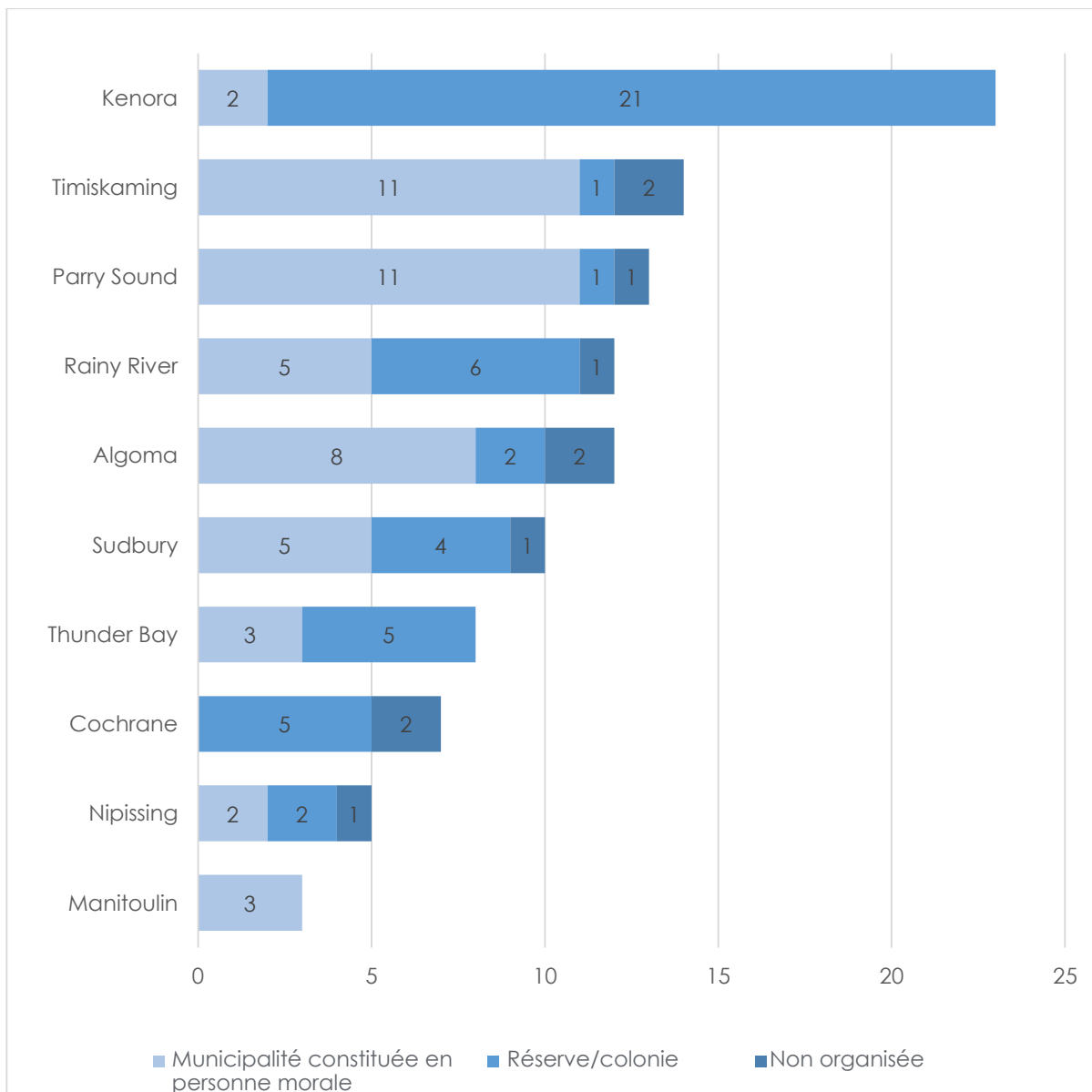
	Ontario	Nord ontarien	Sud ontarien
Nombre de SDR, par type			
Nombre de SDR	574	278	296
Nombre des municipalités constituées en personne morale	414	144	270
Nombre de réserves/colonies autochtones	144	118	26
Nombre de zones non organisées	16	16	0
Nombre de SDR, par type			
Toutes les sortes de SDR	145	107	38
Municipalités constituées en personne morale	80	50	30
Réserves/colonies autochtones	55	47	8
Zones non organisées	10	10	0
Quel pourcentage des SDR dans la région sont supprimées (par type)?			
Toutes les sortes de SDR	25 %	38 %	13 %
Municipalités constituées en personne morale	19 %	35 %	11 %
Réserves/colonies autochtones	38 %	40 %	31 %
Zones non organisées	63 %	63 %	0 %
Quel pourcentage les SDR supprimées représentent par rapport à toutes les SDR supprimées en Ontario?			
Toutes les sortes de SDR	100 %	74 %	26 %
Municipalités constituées en personne morale	100 %	63 %	38 %
Réserves/colonies autochtones	100 %	85 %	15 %
Zones non organisées	100 %	100 %	0 %

Source : Calculs de l'auteur, fondés sur l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, de Statistique Canada.

Si nous approfondissons davantage (Figure 2), la majorité des collectivités supprimées sont des réserves/colonies autochtones du district de Kenora, et autant sont des municipalités non constituées en personne morale dans les districts de Timiskaming, de Parry Sound et d'Algoma. Même s'il était plus probable que la suppression de données dans la province se produise dans le Nord ontarien, elle prévalait aussi dans presque tous les districts et tous les types de collectivités dans le Nord.

Des municipalités contenant des milliers de personnes avaient même été supprimées, notamment Perry et Seguin dans le district de Parry Sound, Marathon et Manitouwadge dans le district de Thunder Bay, Sables-Spanish Rivers et French River dans le district de Sudbury. Ces six collectivités à elles seules représentent plus de 17 000 personnes dans le Nord ontarien, sans mentionner les 101 autres collectivités de la région qui ont été supprimées également.

Figure 2. Subdivisions de recensement supprimées dans le Nord ontarien, par type et district



Source : Calculs de l'auteur, fondés sur l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, de Statistique Canada.

Par conséquent, après l'ENM de 2011, le Nord ontarien avait beaucoup de questions sans réponse. Par exemple, le taux de chômage dans Nipigon était supprimé, tout comme le revenu moyen dans Englehart, puis le nombre des immigrants à Killarney. Comme l'expliquait un économiste, « c'est comme conduire avec un bandeau » (McKenna 2015). Il est impossible de mettre en place une politique publique saine si le Nord ontarien ne peut relever les problèmes auxquels il fait face.

Comblent les lacunes des données du Nord ontarien

Revenir au questionnaire détaillé obligatoire du recensement est une victoire pour le Nord, car cela améliorera considérablement les données communautaires accessibles. Toutefois, dans le Nord ontarien, une autre faiblesse des données dépasse encore l'Enquête nationale auprès des ménages. Créer un ensemble de comptes économiques régionaux est aussi important, afin de comprendre la croissance économique, en particulier parce que le Nord ontarien est, d'une multitude de façons, fondamentalement différent du reste de la province.

La structure industrielle et professionnelle de l'emploi dans la région est largement biaisée en faveur du secteur public et des industries du secteur primaire. Les collectivités du Nord ontarien sont moins denses, leur population vieillit plus rapidement, et leur composition démographique est très différente de celle du Sud. La gouvernance dans cette section de la province est dans une large mesure entre les mains de décideurs de l'extérieur de la région. Ces problèmes et de nombreux autres, connexes, sont bien connus dans le Nord et grandement responsables des murmures entendus depuis des décennies, soit la division du territoire ontarien, par la séparation du Nord de cette province (Moore, 2016). Mais il y a une solution plus facile et réalisable, et elle découle des données.

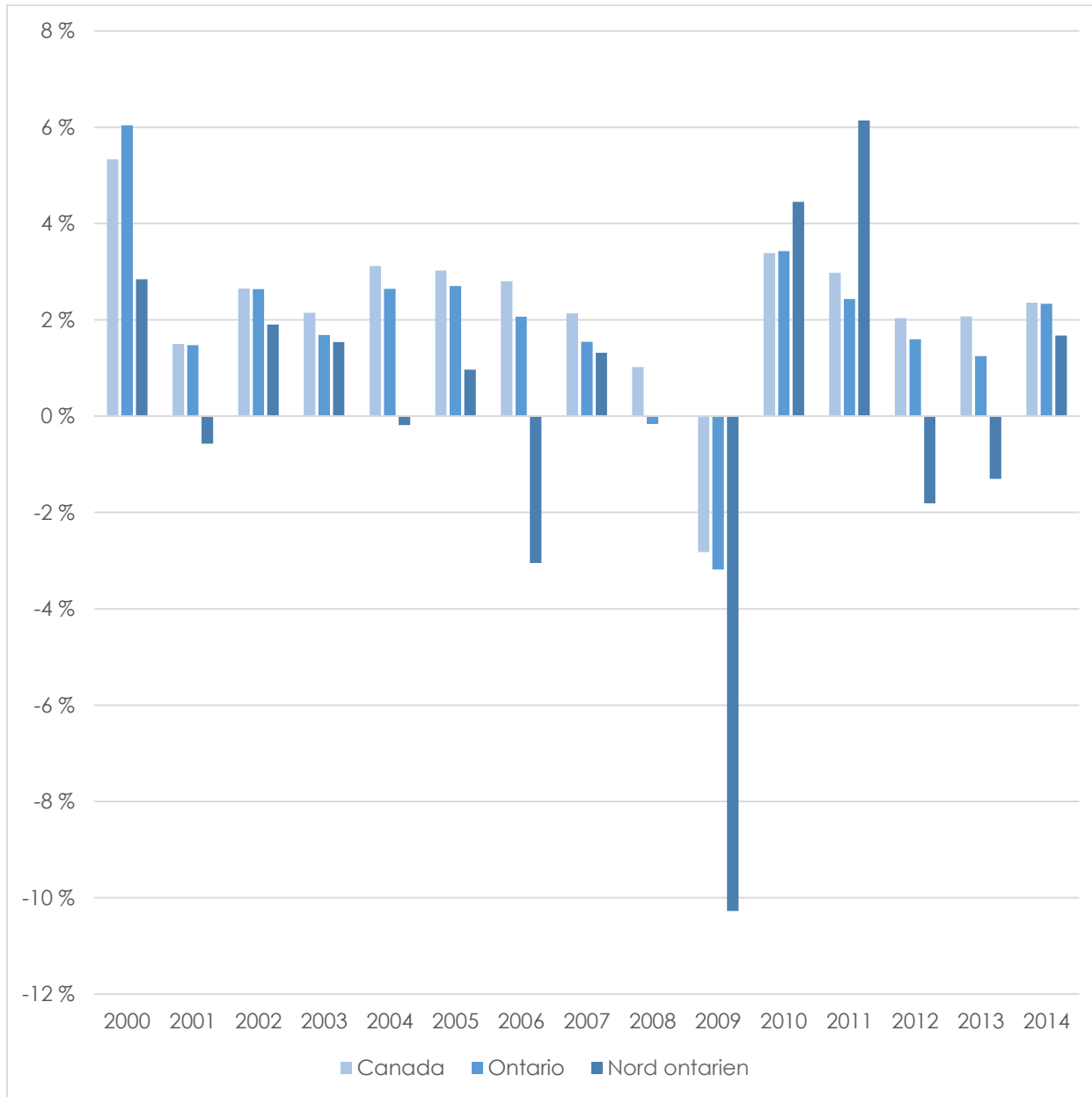
Chaque province au Canada, y compris les trois Territoires, ont un ensemble de « comptes économiques » produit par Statistique Canada. Ces comptes économiques contiennent une grande quantité d'information importante, notamment celle-ci : produit intérieur brut (PIB) fondé sur les revenus et les dépenses; revenus et dépenses locaux, provinciaux et fédéraux; fiscalité, dont les transferts directs au gouvernement et les taxes sur la production et les importations; transferts gouvernementaux aux personnes, dont les subventions et les transferts de capitaux aux entreprises; nombreuses autres mesures économiques fondamentales (Statistique Canada 2015). Cette information est nécessaire à la fois pour comprendre les enjeux du Nord ontarien et pour la mise en œuvre de politiques publiques saines.

Même si l'Enquête nationale auprès des ménages a temporairement créé une lacune dans les données socioéconomiques pour le Nord, le manque d'ensemble de comptes économiques régionaux dans le Nord ontarien a laissé en permanence celui-ci dans l'impossibilité de déterminer d'autres tendances et caractéristiques économiques importantes. En n'ayant pas d'ensemble de comptes économiques pour le Nord de l'Ontario, il est supposé implicitement que la dynamique économique dans la région évolue au même rythme que le reste de la province.

Toutefois, pour montrer que ce n'est pas le cas, la Figure 3 indique le changement d'année en année du PIB national et provincial par rapport au PIB régional estimatif dans le Nord ontarien.³ Il est évident que les changements du PIB dans le Nord de l'Ontario sont très différents de ceux du reste de la province. La seule période de la dernière décennie et demie, pendant laquelle l'Ontario a affiché une croissance négative du PIB par rapport à l'année antérieure a été lors de la récession de 2008-2009. Au cours de la même période, le Nord ontarien a connu une croissance négative d'une année à l'autre pendant six des quinze dernières années.

3 Le PIB régional pour le Nord ontarien est évalué à l'aide d'une méthode du Conference Board du Canada (Rai et Jyot, 2013).

Figure 3. PIB national, provincial et régional (changement en pourcentage année après année), de 2000 à 2014



Source : Calculs de l'auteur, fondés sur la méthode du Conference Board du Canada (Rai et Jyot, 2013).

Le produit intérieur brut régional est un de nombreux indices économiques fondamentaux qui pourraient être officiellement surveillés dans un ensemble de comptes économiques pour le Nord de l'Ontario. Ainsi, les décideurs n'auraient plus à supposer que le Nord ontarien est sur la même trajectoire que le reste de la province, et les données du niveau provincial ne seraient plus utilisées comme approximation pour le Nord ontarien. Il est nécessaire que le Nord de l'Ontario enlève le bandeau et commence à parler de la création d'un ensemble de « comptes économiques du Nord », qui permettra à la région de surveiller quantitativement et officiellement les principaux indices économiques régionaux nécessaires à la mise en œuvre d'une politique publique éclairée. Le Nord de l'Ontario n'a pas à se séparer de la province; il lui faut plutôt se séparer de l'ensemble des comptes économiques de l'Ontario.

Références

- Association canadienne d'économie. 2015. « The Census Long Form – A Critical Tool for Better Understanding Policy. » Document offert en ligne, à <http://economics.ca/pressrelease/CEA-pressrelease-2015-02-09.pdf>.
- CBC News. 2015. « Northern Ontario stats aren't reliable enough to be used, data librarian says. » CBC News, le 27 juillet. Document offert en ligne, à <http://www.cbc.ca/news/canada/sudbury/northern-ontario-stats-aren-t-reliable-enough-to-be-used-data-librarian-says-1.3169472>
- CBC News. 2016. « Long-form Census: More jobs, better info for northern Ontario.» CBC News, le 15 janvier. Document offert en ligne, à <http://www.cbc.ca/news/canada/sudbury/long-form-questionnaire-northern-ontario-1.3405332>.
- Grant, Tavia. 2015. « Damage from Cancelled Census as Bad as Feared, Researchers Say. » The Globe and Mail, le 29 janvier. Document offert en ligne, à <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/cities-footing-the-bill-for-data-gap-after-long-form-census-scrapped/article22695286/>.
- McKenna, Barrie. 2015. « Our jobs data are flawed and unreliable. We Deserve Better. » The Globe and Mail, le 29 janvier. Document offert en ligne, à <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/economy/statscan-survey-offers-inaccurate-perception-of-labour-force/article22712986/>.
- Moore, Sarah. 2016. « Petition calls for Northern Ontario's separation. » Sudbury Star, le 30 janvier. Document offert en ligne, à <http://www.thesudburystar.com/2016/01/30/petition-calls-for-northern-ontarios-separation>.
- Rai, Ravikanth et L J Jyot. 2013. « Estimating Economic Activity in Canada's Northern Regions. » Toronto : Conference Board du Canada. Document offert en ligne, à <http://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=4029>
- Statistique Canada. 2011. « NHS User Guide. » Document offert en ligne, à http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/ref/nhs-enm_guide/guide_4-eng.cfm#A_5_4.
- Statistique Canada. 2015. « Provincial and Territorial Economic Accounts Review. » Document offert en ligne, à <http://www5.statcan.gc.ca/olc-cel/olc.action?ObjId=13-016-X&ObjType=2&lang=en&limit=0&fpv=3764>.
- Woolley, Frances. 2013. « Yup, The NHS Did Produce Some Weird Data. » Worthwhile Canadian Initiative, le 8 mai. Document offert en ligne, à http://worthwhile.typepad.com/worthwhile_canadian_initi/2013/05/yup-the-nhs-did-produce-some-weird-data.html.

À propos de l'Institut des politiques du Nord :

L'Institut des politiques du Nord est le groupe de réflexion indépendant de l'Ontario. Nous effectuons de la recherche, accumulons et diffusons des preuves, trouvons des opportunités en matière de politiques, afin de favoriser la croissance et la durabilité des collectivités du Nord. Nous avons des bureaux à Thunder Bay et à Sudbury. Nous cherchons à améliorer les capacités du Nord ontarien de prendre l'initiative en politiques socioéconomiques qui ont des répercussions sur l'ensemble du Nord ontarien, de l'Ontario et du Canada.

Recherche connexe

S'installer dans le Nord-Ouest : stabilité et opportunité dans les marchés du travail du Nord-Ouest ontarien

James Cuddy & Commission de planification de la main-d'oeuvre du Nord Superior

De traînard à chef de file [presque] : le Nord-Est affiche un potentiel de croissance

James Cuddy

Montrez-moi l'argent : certaines tendances positives des revenus dans le Nord ontarien

Kyle Leary

C'est ce que vous savez (et où vous pouvez aller) : Le capital humain et les effets d'agglomération sur les tendances démographiques du

Nord ontarien
Bakhtiar Moazzami

Pour vous tenir au fait ou pour participer, veuillez communiquer avec nous :

1 (807) 343-8956 info@northernpolicy.ca www.northernpolicy.ca



NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

northernpolicy.ca